

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-Rideau-de-Fer-Numerique-s-abaisse>

Le « Rideau de Fer » Numérique s'abaisse.

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mardi 1er décembre 2020

Description :

Le « Rideau de Fer » Numérique s'abaisse. Ce rideau s'abaisse lorsque des entreprises prétendent privées (Big Digital) s'interpénètrent mutuellement avec - et revendiquent ensuite - l'État...Alastair Crooke

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Qu'est-ce qu'un « Rideau de Fer Numérique » ? C'est lorsque le *Big Digital* - comme le Professeur [Michael Rectenwald](#) appelle les Goliaths de la technologie occidentale - devient une « *gouvernementalité* », un mot inventé à l'origine par Michel Foucault pour désigner les moyens par lesquels les « gouvernés » (c'est-à-dire « nous, le peuple ») assimilent et reflètent extérieurement une attitude mentale souhaitée par les élites : « On pourrait citer le masquage et la distanciation sociale comme exemples de ce que Foucault entendait par sa notion de gouvernementalité », [suggère](#) Rectenwald.

Et quelle est cette « mentalité » souhaitée ? C'est d'embrasser la [transfiguration](#) de l'identité et du mode de vie américain et européen. Le Président élu présumé des États-Unis, les élites européennes et les élites « éveillées » de haut niveau sont d'ailleurs publiquement engagées dans cette « transformation » : « Maintenant nous prenons la Géorgie, alors nous changeons le monde » (a déclaré [Chuck Schumer](#), leader de la minorité au Sénat, en célébrant la « victoire » de Joe Biden) ; « La défaite de Trump peut être le début de la fin du triomphe des populismes d'extrême droite en Europe également », a [affirmé](#) Donald Tusk, ancien Président du Conseil Européen.

En bref, le « Rideau de Fer » s'abaisse lorsque des entreprises prétendument privées (*Big Digital*) s'interpénètrent mutuellement avec - et revendiquent ensuite - l'État : Il ne faut plus persuader le non-croyant qui fait face à cette métamorphose à venir - il peut être contraint. Les valeurs régressistes liées à l'identité, à la race et au sexe ont rapidement glissé vers un étiquetage « hérétique ». Et comme le répètent sans cesse les militants de BLM : « Le silence n'est pas une option : [Le silence est une complicité](#) ».

Avec l'avènement de la « portée » omniprésente de l'idéologie de la *Silicon Valley*, le diktat peut être atteint en utilisant l'IA pour militariser la « vérité », afin d'obtenir un « apprentissage automatique de ce qui est juste » qui ne reflète que les valeurs de la révolution à venir - et en utilisant l'IA pour « apprendre » à monter cette version de la « vérité » binaire contre une « non-vérité » contradictoire (son opposé polaire). Cette [interpénétration](#) est le résultat d'un mélange de financement initial de la CIA, de connexions et de contrats avec des agences d'État, en particulier dans le domaine de la défense, et de soutien aux campagnes de propagande au service de récits « *gouvernementalistes* ».

Ces plateformes technologiques américaines ont, pendant un certain temps, effectivement fusionné avec « l'État Bleu » - en particulier dans les domaines du renseignement et de la défense - au point que ces PDG ne se considèrent plus comme des « partenaires » ou des contractants de l'État, mais plutôt comme une élite dirigeante supérieure, qui façonne et dirige précisément l'avenir des États-Unis. Une gouvernance dans laquelle leurs outils technologiques d'intelligence artificielle, d'analyse, de robotique et d'apprentissage automatique deviendraient l'échafaudage mathématique et numérique autour de la structure duquel le globe dans toutes ses dimensions est administré. Il n'y aurait pas de politique - seulement de l'analyse.

La tentative flagrante des plateformes du *Big Tech* et des médias mainstream d'écrire le récit de l'élection étasunienne de 2020 sur *Facebook* et *Twitter* - associée à leur campagne pour insister sur le fait que la dissidence est soit l'intrusion de la désinformation ennemie, soit des « mensonges » du Président US, soit de simples conneries - n'est que la première étape pour redéfinir les « dissidents » comme des risques pour la sécurité et des ennemis du bien.

La mention de « hérésie et désinformation » contribue en outre à détourner l'attention du fossé d'inégalité entre des élites prétentieuses et des pans sceptiques de la population ordinaire. Les élites du parti sont peut-être connues pour s'enrichir injustement, mais en tant que chevaliers intrépides menant les fidèles au combat, elles peuvent redevenir des objets de vénération du public et des médias, des héros qui peuvent appeler les croyants « [une fois de plus vers la rupture](#) » .

La prochaine étape est déjà en préparation, comme le [note](#) Whitney Webb :

« Une nouvelle cyber-offensive a été lancée lundi par l'Agence Britannique de Renseignement sur les Signaux, le GCHQ, qui cherche à cibler les sites web qui publient des contenus considérés comme de la « propagande », [et qui] suscitent des inquiétudes concernant le développement du vaccin contre le Covid-19 parrainé par l'État - et les multinationales pharmaceutiques impliquées. » Des efforts similaires sont en cours aux États-Unis, l'armée ayant récemment financé une entreprise soutenue par la CIA ... pour développer un algorithme basé sur l'IA visant spécifiquement les nouveaux sites web promouvant une désinformation « suspecte » liée à la crise du Covid-19, et l'effort de vaccination contre le Covid-19 mené par l'armée US, connu sous le nom d'[Opération Warp Speed](#) ... Le *Times* a rapporté que le GCHQ « a lancé une cyber-opération offensive pour perturber la propagande anti-vaccination diffusée par des États hostiles » et « utilise pour ce faire une boîte à outils mise au point pour s'attaquer au matériel de désinformation et de recrutement colporté par l'État Islamique » ... La cyber-guerre du GCHQ ne se contentera pas de faire tomber la « propagande des anti-vaccins », mais cherchera également à « perturber les opérations des cyber-acteurs qui en sont responsables, notamment en cryptant leurs données pour qu'ils ne puissent pas y accéder et en bloquant les communications mutuelles entre eux ».

Le *Times* a déclaré que « le gouvernement considère la lutte contre les fausses informations sur l'inoculation des vaccins comme une priorité croissante à mesure que la perspective d'un vaccin fiable contre le coronavirus se rapproche », ce qui suggère que les efforts continueront à s'intensifier à mesure qu'un candidat vaccin se rapproche de l'approbation.

Cette tendance à traiter les prétendus « anti-vaccins » comme des « menaces pour la sécurité nationale » a été poursuivie pendant une grande partie de l'année, sous l'impulsion d'[Imran Ahmed](#), le PDG du [Centre pour la Lutte contre la Haine Numérique](#) basé au Royaume-Uni, membre du [Comité Directeur du gouvernement britannique pour la Lutte contre l'Extrémisme](#).

Ahmed a déclaré au journal britannique *The Independent* en juillet que « j'irais au-delà du fait d'appeler les théoriciens de la conspiration des anti-vaccins pour dire qu'ils sont un groupe extrémiste qui pose un risque pour la sécurité nationale ». De même, un groupe de réflexion lié aux services de renseignement US a fait valoir dans un [document de recherche](#) publié quelques mois avant le début de la crise du Covid-19 que « le mouvement des « anti-vaccins » US constituerait une menace pour la sécurité nationale en cas de « pandémie avec un nouvel organisme » ».

Pour être clair, il n'y a pas que la communauté de l'intelligence « [Five Eyes](#) » à l'oeuvre - YouTube, la plateforme vidéo dominante appartenant à Google, a décidé cette semaine de [retirer](#) une vidéo de l'[Institut Ludwig von Mises](#), avec plus de 1,5 million de vues, pour avoir remis en question certains aspects de la politique américaine sur le coronavirus.

Que diable se passe-t-il ? L'Institut Mises comme « extrémiste », ou fournisseur de désinformation à l'ennemi ? (Bien sûr, il existe d'innombrables autres exemples).

Peut-être s'agit-il de la crainte que la Chine dépasse les États-Unis sur le plan économique et technologique dans un avenir proche. Ce n'est un secret pour personne que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Europe, plus généralement, ont bâclé leur gestion du Covid et pourraient être au bord de la récession et de la crise financière.

La Chine, et plus généralement l'Asie, ont un bien meilleur contrôle sur le Covid. En effet, la Chine pourrait s'avérer être le seul État susceptible de connaître une croissance économique au cours de l'année à venir.

Le hic, c'est que la pandémie persiste. Les gouvernements occidentaux ont largement évité le verrouillage total des

marchés, tout en espérant pouvoir alterner entre un isolement social partiel et le maintien de l'économie ouverte - en oscillant entre l'augmentation ou la diminution des cadrans dans les deux cas. Mais ils ne parviennent ni à l'un (la pandémie sous contrôle), ni à l'autre (se sauver d'un effondrement économique imminent). La seule issue à cette énigme que les élites peuvent envisager est de vacciner tout le monde dès que possible, afin qu'ils puissent se lancer à plein régime dans l'économie - et ainsi empêcher la Chine de prendre l'avantage sur l'Occident.

Mais 40 à 50% des Etasuniens disent qu'ils [refuseraient la vaccination](#). Ils s'inquiètent de la [sécurité à long terme pour l'homme](#) de la nouvelle technique d'ARNm - des inquiétudes, semble-t-il, qui sont destinées à être rigoureusement retirées des plateformes numériques pour faire place à la saturation « nécessaire » des messages pro-vaccins dans le paysage médiatique anglophone.

[Rien ne prouve](#) encore que le vaccin expérimental Moderna ou Pfizer ait permis d'éviter des hospitalisations ou des décès. S'il y en avait, le public n'en a pas été informé. Il n'y a aucune information sur la durée de la protection offerte par le vaccin. Il n'y a pas d'informations sur la sécurité. Il n'est donc pas surprenant que le public soit mis en garde, ce que le GCHQ et Big Digital [souhaitent éviter](#).

Le Rideau de Fer Numérique ne concerne pas seulement les Etats-Unis d'Amérique. Les algorithmes US, et les médias sociaux,aturent aussi l'Europe. Et l'Europe a ses « populistes » et ses États « déplorables » (actuellement la Hongrie et la Pologne), sur lesquels Bruxelles voudrait voir tomber le « rideau » numérique de dénigrement et d'ostracisme politique.

Ce mois-ci, la Hongrie et la Pologne ont opposé leur veto au budget de 1 800 milliards d'euros et au plan de relance de l'Union Européenne en représailles au projet de Bruxelles de leur infliger une amende pour violation des principes de l'État de droit. Comme le [note The Telegraph](#), « de nombreuses entreprises européennes dépendent de l'argent et, étant donné la « deuxième vague » de coronavirus qui frappe le continent, Bruxelles craint que les alliés du [Groupe de Visegrád](#) » ne tiennent un plan de relance en otage de leurs objections aux « amendes » de l'UE relatives à « l'État de droit »).

De quoi s'agit-il ? Eh bien, le Ministre de la Justice d'Orbán a introduit une série de changements constitutionnels. Chacun d'entre eux a déclenché des conflits avec l'UE sur le thème de l'État de droit. L'amendement le plus controversé est un amendement [anti-LGBT](#), qui stipule explicitement que la mère est une femme et le père un homme. Il ajoutera des restrictions supplémentaires pour les célibataires et les couples homosexuels qui adoptent des enfants, et il limitera la transition de genre aux adultes.

Le veto d'Orbán est une preuve supplémentaire de l'existence d'un nouveau Rideau de Fer s'abaissant sur l'échine de l'Europe, cette fois-ci. Le « rideau » est à nouveau culturel et n'a rien à voir avec le « droit ». Bruxelles ne cache pas son mécontentement face au fait que de nombreux États membres d'Europe Centrale et Orientale ne souscriront pas aux valeurs « progressistes » (c'est-à-dire des éveillées). À la base de cette situation, il y a la tension que « tandis que [l'Europe Occidentale se déchristianise](#), les États d'Europe Centrale et Orientale se re-christianisent - la foi ayant été auparavant un point de ralliement contre le Communisme », et qui sert maintenant de ressort à l'identité émergente de ces États après la Guerre Froide. (Ce n'est pas si différent de certaines circonscriptions conservatrices américaines « rouges » qui, elles aussi, reviennent à leurs racines chrétiennes, face à la polarisation politique des Etats-Unis d'Amérique).

Ces événements combinés indiquent qu'un point d'inflexion clé se produit dans le système politique occidental : Une constellation d'États et d'appareils étatiques étendus a ouvertement déclaré la guerre à la dissidence (« contre-vérités »), à la « désinformation » étrangère et aux opinions non étayées par leur propre « vérification des faits ».

Elle se concrétise par la sanction discrète et le contrôle punitif des plateformes en ligne par *Big Digital*, sous le couvert de la lutte contre les abus ; par des programmes nationaux obligatoires de rééducation et de formation à l'antiracisme et à la théorie sociale critique dans les écoles et sur les lieux de travail ; en intégrant l'obéissance passive et l'acquiescement du public en présentant les anti-vaccins comme des extrémistes ou des risques pour la sécurité ; et enfin, en organisant une série de spectacles et de théâtre publics en « appelant » et en faisant honte aux souverainistes et aux « régressistes » culturels, qui méritent d'être « éliminés ».

À son tour, elle avance tout un canon de progressisme enraciné dans la théorie sociale critique, l'antiracisme et les études sur le genre. Elle a aussi sa propre histoire révisionniste (des récits comme le [Projet 1619](#)) et une jurisprudence progressiste à traduire en droit concret.

Mais que se passera-t-il si la moitié des USA rejette le prochain Président ? Et si Bruxelles persiste à imposer son propre canon progressiste ? Alors le Rideau de Fer tombera avec l'anneau de métal tombant sur la pierre. Pourquoi ? Précisément parce que ceux qui adhèrent à leur mission de transformation voient dans « l'appel aux transgresseurs » leur voie vers le pouvoir - un état dans lequel la dissidence et l'hérésie culturelle peuvent être combattues par l'application de la loi (appelé par euphémisme « État de droit » à Bruxelles). Son but est de maintenir en permanence les dissidents passifs et sur la défensive, de peur d'être qualifiés « d'extrémistes », et d'obtenir l'assentiment des gardiens de la clôture par la panique.

Dans ces conditions, il n'est peut-être plus possible de maintenir une politique occidentale unifiée. Si les perdants de cette lutte (quels qu'ils soient) en viennent à craindre d'être culturellement submergés par des forces qui considèrent leur mode de vie comme une hérésie à purger, nous pourrions assister à un puissant retournement vers l'autodétermination politique.

Lorsque les différences politiques deviennent inconciliables, la seule alternative (non violente) pourrait être de fissurer l'union politique.

Alastair Crooke*

Read in english : [The Digital 'Iron Curtain' Descends](#). November 30, 2020

***Alastair Crooke**, diplomate britannique, fondateur et directeur du [Conflicts Forum](#). Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « *Military Intelligence, section 6* (MI6) » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges ([CMG](#)), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.

Traduit de l'anglais par : [Réseau International](#)

Complement d'information FABRICANTS DU « CONSENSUS » : Londres s'allie à Facebook, Twitter, Google/Youtube, Reuters

Une association britannique, [Full Fact](#), a créé une coalition entre les ministères compétents du Royaume-Uni et du Canada d'une part et, d'autre part, des géants de l'information (Facebook, Twitter, Google/YouTube, Reuters), afin de lutter contre la désinformation sur le Net anglophone. Aujourd'hui presque tous les gouvernements des grandes puissances disposent d'un service spécialisé pour diffuser leur propre propagande. Les plus efficaces depuis la Première Guerre mondiale étant précisément les Britanniques. Certains journalistes britanniques pensent que l'information est binaire : vraie ou fausse. Ils se donnent donc comme mission de chasser les erreurs factuelles. Ce qu'ils prétendent faire en quelques heures alors que les tribunaux britanniques mettent des mois, lors de procès en diffamation, pour établir la vérité. Dans la pratique, s'il est possible et nécessaire de débusquer les imputations erronées, il n'est pas possible pour autant de déterminer aussi facilement l'exactitude des faits. La seule antidote à la

désinformation, c'est l'esprit critique, ce qui exige du temps et de la culture générale. Et la seule chose que l'on puisse faire rapidement, c'est de vérifier la logique des faits rapportés. Faute de quoi, on ne luttera pas contre la désinformation, mais au contraire, on la nourrira autour de consensus.

[Réseau Voltaire](#), 26 novembre 2020